

Les transferts sociaux

En 1991, les prestations sociales croissent à un rythme inférieur à celui de l'an dernier (5,9 % après 6,9 %) en raison du ralentissement des prestations d'assurance maladie tandis que les prélèvements sociaux ^{1/} accélèrent légèrement (7,2 % après 7,1 %) : le relèvement de 0,9 point du taux de cotisation maladie des salariés au 1er juillet, destiné à limiter le déficit de la Sécurité Sociale compense en effet l'impact du ralentissement de la masse salariale.

Les prestations sociales ralentissent...

Les prestations sociales versées par les seuls organismes de Sécurité Sociale augmentent à un rythme inférieur à celui de 1990 (5,9 % après 7,1 %) ; la décélération des prestations du Régime Général est atténuée par l'accélération des prestations versées par les régimes complémentaires et par les ASSEDIC.

Les prestations d'assurance maladie ralentiraient fortement cette année en raison du plan d'économies annoncé en décembre 1990 représentant 6 Mds de F auquel pourraient s'ajouter des mesures complémentaires cet été pour environ 3 Mds de F. Le premier plan limite le forfait de salle d'opération (FSO) des cliniques de soins privés, les dépenses pharmaceutiques, n'autorise pas d'augmentation d'honoraires pour certaines professions de santé et modifie la cotation d'actes médicaux. Son effet est légèrement atténué par le report sur 1991 de certains remboursements de 1990 en raison des mouvements sociaux de l'an dernier.

La croissance des prestations vieillesse versées par la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) est moins rapide qu'en 1990 (7,7 % après 8,3 %) en raison de moindres revalorisations des pensions (2,8 % de prévu après 3,4 %) et de leur légère décélération en volume. A l'inverse, les retraites complémentaires de salariés connaissent une progression plus importante, les revalorisations des points de retraites de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) et de l'UNIRS (Union nationale des institutions de retraites des salariés) étant plus élevées en 1991 qu'en 1990 (respectivement 4,1 % et 4,6 % en 1991 en glissement annuel après 3,7 % et 3,5 % en 1990).

Les prestations familiales progressent de 3,9 % après 3,7 % en 1990 malgré une plus faible augmentation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Cette légère accélération s'explique par la série de mesures décidées l'été dernier ^{2/} et par l'entrée en application au 1er janvier 1991 d'une nouvelle prestation concernant la garde des enfants par une assistante maternelle (600 millions de F).

^{1/} Les prélèvements sociaux comprennent les cotisations sociales effectives versées par les ménages, la contribution de 0,4 % sur les revenus imposables de 1987 à 1990, le prélèvement de 1 % sur les revenus mobiliers et immobiliers et la CSG depuis février 1991.

^{2/} Voir note de conjoncture de février 1991.

Les transferts sociaux

Les prestations versées par les ASSEDIC augmentent en raison de la progression du nombre de chômeurs indemnisés et, dans une moindre mesure, des revalorisations des allocations d'assurance chômage en octobre 1990, de l'allocation spécifique de solidarité et du minimum de l'allocation de formation-reclassement au 1er janvier 1991.

La croissance des "autres prestations" versées par les administrations demeure aussi soutenue que l'an dernier du fait de la progression du revenu minimum d'insertion (11 Mds après 8,5 Mds en 1990) et de la forte augmentation des contrats emploi solidarité.

... et les prélèvements sociaux accélèrent légèrement

Le total des prélèvements sociaux croît à un rythme proche de l'an dernier (7,2 % après 7,1 %) malgré le relèvement de 0,9 point du taux de cotisation maladie des salariés au 1er juillet (une dizaine de Mds sur le second semestre de 1991). Celui-ci compense l'effet du ralentissement de la masse salariale reçue par les ménages (5,2 % après 6,9 % en 1990).

L'instauration de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) au 1er février 1991 n'a pas d'influence directe sur l'évolution des prélèvements sociaux en 1991. D'un montant de 36 Mds de F en 1991, la CSG s'accompagne en effet de la suppression de la contribution de 0,4 % sur le revenu imposable prélevée de 1987 à 1990 (6 Mds de F) et d'une diminution de 1,05 point de la cotisation salariale plafonnée d'assurance vieillesse (abaissée de 7,6 % à 6,55 %), assortie d'une remise forfaitaire de 42 F par mois. Ces dernières mesures allègent les cotisations versées par les salariés et les non salariés de 30 Mds de F, ce qui représente 2,3 points de croissance de l'ensemble des cotisations. De plus a été mis en place un transfert de 1,6 point de la cotisation patronale d'allocations familiales déplafonnée (passant de 7 % à 5,4 %) à une nouvelle cotisation vieillesse déplafonnée à la charge de l'employeur (taux de 1,6 % s'ajoutant aux 8,2 % plafonnés). Ce transfert ne devrait pas avoir d'impact sur l'évolution des cotisations employeurs.

D'autres mesures contribuent à ralentir la croissance des cotisations :

- les contributions des employeurs et des salariés aux ASSEDIC sont réduites de 0,12 point. La cotisation salariale passe de 1,67 % à 1,61 % pour la partie du salaire sous plafond de la Sécurité Sociale et de 2,17 % à 2,11 % au-delà. La cotisation patronale s'établit à 3,17 % (contre 3,23 %) ;
- le déplafonnement des cotisations d'accidents du travail accompagné d'une réduction de leur taux allège également les cotisations employeurs de 3 Mds de F.

L'impact de l'ensemble de ces dispositions serait atténué par le relèvement des taux des régimes complémentaires (ARRCO et IRCANTEC). Le taux d'appel des cotisations de l'ARRCO a été porté de 120 % à 123 % le 1er janvier 1991 et celui des cotisations de l'IRCANTEC (régime complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques) de 109 % à 120 % le 1er avril 1991.

Les transferts sociaux

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

Taux de croissance en %

	Glissements semestriels						Glissement annuels annuelles			Moyennes		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	91.II	1989	1990	1991	1989	1990	1991
Prestations sociales reçues par les ménages (100)	3,4	3,7	3,0	3,3	2,8	2,5	7,2	6,4	5,4	6,0	6,9	5,9
Versées par les organismes de Sécurité Sociale (75,5)	3,7	3,2	3,2	4,0	2,7	2,1	7,0	7,4	4,8	6,3	7,1	5,9
dont : Régime général (41,5)	4,4	3,0	2,5	4,0	2,4	1,8	7,5	6,6	4,2	7,0	6,6	5,3
Versées directement par les employeurs (14)	3,2	6,7	0,9	-0,3	3,5	3,9	10,2	0,6	7,6	5,5	5,6	5,0
Autres prestations versées par les administrations (10,5)	1,8	3,1	3,9	3,4	3,3	3,9	4,9	7,4	7,3	4,6	7,0	7,0
Total des prélèvements sociaux 1/	7,0	2,3	4,5	1,5	3,5	5,4	9,4	6,1	9,1	8,8	7,1	7,2
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100)	5,8	3,5	3,5	2,4	1,5	4,3	9,5	6,0	5,8	8,9	6,9	5,0
dont :												
Cotisations des employeurs 2/ (59)	4,6	3,2	3,4	1,7	2,9	1,7	7,9	5,1	4,6	7,4	6,1	4,9
Cotisations des salariés (32,5) 3/	7,8	4,2	3,5	3,8	-0,6	8,7	12,4	7,5	8,0	11,7	8,6	5,3
Cotisations des non salariés (8,5) 3/	6,7	3,1	4,9	2,1	-0,3	5,7	10,1	7,1	5,4	9,1	6,8	4,0

1/ Le total des prélèvements sociaux est défini comme la somme des cotisations sociales effectives versées par les ménages, de la contribution de 0,4 % sur les revenus des personnes physiques de 1987 à 1990, du prélèvement de 1 % sur les revenus mobiliers et immobiliers et de la CSG à partir de 1991.

2/ Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le Revenu disponible brut.

3/ Les mesures accompagnant la création de la CSG ont un impact sur l'évolution des cotisations des salariés et des non salariés en 1991

NB : les données entre parenthèses donnent la part du poste dans le total en 1990.

Les recettes fiscales

Le bouclage de l'exercice budgétaire 1991 a nécessité des mesures complémentaires. Les prévisions économiques qui avaient prévalu à l'élaboration du budget 91 reposaient sur une croissance économique de 2,7 % ; or la croissance de l'année 1991 ne devrait être de l'ordre de 1,5 %. Cela influe immédiatement et directement sur le rythme des rentrées fiscales. Après qu'un arrêté ait annulé 10,2 Mds de dépenses en mars, un projet de loi portant sur diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) va être adopté. Ces mesures permettront au gouvernement d'augmenter les recettes de 17 Mds.

Les impôts sur les ménages augmentent à un rythme soutenu ...

Trois dispositions principales interviennent en 1991 : la mise en place au 1er février de la contribution sociale généralisée (CSG), considérée comme un impôt en comptabilité nationale mais compensée par une diminution correspondante des cotisations sociales ; la baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés ; la modification de certains taux de TVA.

L'ensemble des impôts directs hors prélèvements sociaux (0,4 % entre 1987 et 1990 et CSG en 1991) pesant sur les ménages devrait croître de 9 %, sensiblement plus rapidement que leur revenu disponible brut (4,8 %). Un peu plus forte que l'an dernier (7 %) cette hausse, est en relation avec la croissance soutenue des revenus de 1990.

L'impôt sur le revenu hors prélèvements sociaux évoluerait à un rythme plus rapide que l'an passé (11,6 % après 8,6 % en 1990) en l'absence de nouvelle réduction, et malgré la reconduction des minorations antérieures.

Les autres impôts sur le revenu et le patrimoine seraient en hausse de 3,3 % (après 3,8 % en 1990 et 6,1 % en 1989). La taxe d'habitation pour les contribuables dont l'impôt sur le revenu n'excède pas 15000 F, est plafonnée à 3,7 % du revenu imposable contre 4 % en 1990. Mais les critères de non-imposition sont par ailleurs révisés. Les tranches du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ont été relevées de 3,2 %.

... alors que ceux directement liés à l'activité économique ralentissent

Le taux normal d'imposition des bénéfices des sociétés est réduit de 37 % à 34 % cette année. En 1990 l'impôt sur les sociétés a faiblement progressé (+ 1,1 %) du fait du report de dégrèvements et remboursements de 1989 à 1990 et non des résultats des entreprises. En 1991, les bénéfices moindres que les années passées conjugués à la réduction du taux normal devraient entraîner une baisse de l'impôt (- 2,6 %). Le plafonnement de la taxe professionnelle est abaissé de 4 % de la valeur ajoutée à 3,5 %, ce qui ramènerait le taux d'évolution de cette taxe de 13,8 % en 1990 à 8,4 % en 1991. Le taux d'imposition des plus values financières à long terme réalisées par les entreprises est porté de 19 % à 23 %, le gain induit par cette mesure étant de 2,4 Mds de F en 1991.

La TIPP progresserait de 1,9 % en 1991 après 2,1 % en 1990. Pour 1991, le tarif de la TIPP a été indexé sur la moitié de la hausse des prix au lieu des trois quarts comme auparavant.

Les recettes fiscales

Les recettes brutes de TVA augmenteraient de 4,4 % en 1991 après 5,2 % en 1990. La Loi de Finances pour 1991 a ramené de 25 % à 22 % le taux majoré. Cette mesure a été appliquée à compter de la mi-septembre 1990. La baisse pour le tabac a eu lieu le 1er janvier 1991 (compensée par un relèvement du droit de consommation). Le projet de loi portant sur les DDOEF ramène la possibilité donnée aux sociétés de récupérer 80 % de la TVA ayant grevé le gazole utilisé dans les voitures d'entreprise, à 50 % au 1er juillet. De plus, la loi de finances pour 1991 avait assujéti à la TVA les prestations des avocats au 1er avril 1991. Les DDOEF soumettent à la TVA un ensemble de transactions telles que les achats d'oeuvres d'art, les prestations des artistes, interprètes, auteurs. Certains taux de TVA passeront de 5,5 % à 18,6 % début août (horticulture, sylviculture et agences de voyages). Au total, ces mesures représentent pour l'Etat un gain de 2 Mds de F.

Impôts reçus par les administrations publiques en évolution et en niveau

Evolution en %

	Glissements semestriels						Moyennes annuelles			Niveaux en Mds de F	
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	91.II	1989	1990	1991	1990	1991
	Impôts liés à la production	5,1	3,3	0,8	2,4	0,4	2,0	5,3	4,6	2,6	908,7
- TVA budgétaire brute	4,9	1,9	3,3	2,7	1,5	3,0	7,6	5,2	4,4	626,1	653,5
- Impôts sur les produits	2,6	7,8	-3,7	-0,3	2,4	0,0	5,4	3,6	2,6	266,8	273,7
<i>dont TIPP</i>	-1,6	6,2	-2,3	0,2	1,4	1,4	4,4	2,1	1,9	115,0	117,2
- Impôts sur les salaires	7,1	4,3	-0,9	2,4	1,8	0,4	10,0	4,0	3,2	53,1	54,8
- Autres impôts liés à la production	1,9	7,8	6,2	6,5	3,4	2,2	3,9	13,8	8,3	108,3	117,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine et le capital	12,7	5,6	0,6	2,8	4,7	1,0	7,6	6,0	10,5	612,7	677,3
- Impôts sur le bénéfice	22,9	14,7	-7,3	-10,6	1,1	0,4	14,7	1,1	-2,6	141,2	137,5
<i>dont SQS non financières</i>	23,3	20,5	-9,4	-10,3	-0,5	-0,1	13,7	3,3	-4,1	114,9	110,2
- Impôts sur le revenu	14,8	-9,9	15,5	10,0	10,4	-1,6	5,8	9,1	22,2	275,8	337,0
<i>dont impôts sur le revenu hors prélèvements sociaux 1/</i>	9,1	-5,1	10,6	14,8	1,7	-7,5	5,9	8,6	11,6	266,9	297,8
- Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	2,9	17,4	-9,0	3,1	-2,1	5,3	5,2	3,4	2,6	168,9	173,3
<i>dont taxes locales</i>	6,3	13,9	-3,8	-0,3	3,5	2,8	4,7	4,8	6,3	110,4	117,4
- Impôts sur le capital	4,7	51,9	16,0	1,5	1,9	11,8	5,4	18,2	10,1	26,8	29,5
Total des recettes fiscales	8,1	4,2	0,7	2,6	2,2	1,6	6,2	5,1	5,8	1521,4	1609,6

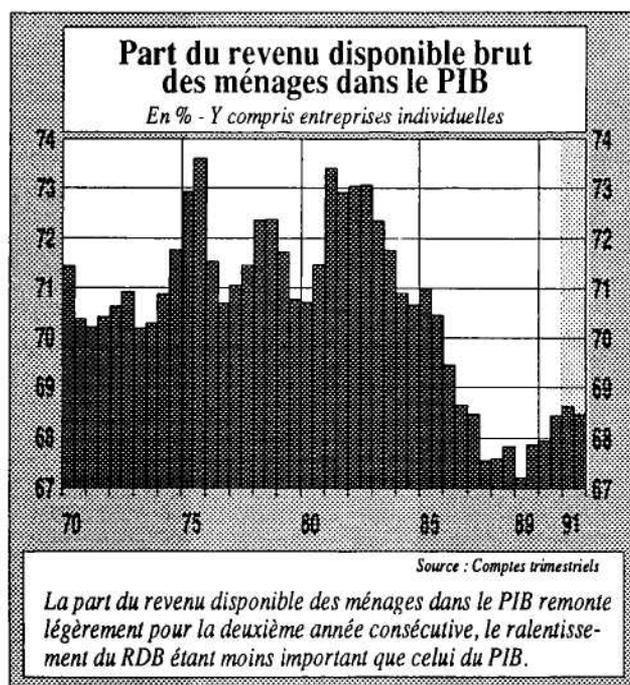
1/ la contribution sociale généralisée est exclue de ce poste, comme le 0,4 % sur le revenu des personnes physiques des années 1987 à 1990 et le 1 % sur les revenus mobiliers et immobiliers (voir fiche transferts sociaux).

Le revenu des ménages

Les gains de pouvoir d'achat sont moindres depuis la seconde moitié de 1990 ; en moyenne annuelle, ils ont baissé de moitié en 1991 (1,8 %) par rapport aux trois années précédentes.

En termes de contribution à la croissance du pouvoir d'achat, l'évolution des salaires bruts est le principal facteur du ralentissement, auquel s'ajoutent l'augmentation des prélèvements sociaux et fiscaux à la charge des ménages et l'inflexion des revenus de la propriété et de l'entreprise.

Alors que les prix augmentent à un rythme voisin de l'an dernier, le ralentissement du salaire horaire et la baisse du rythme des créations d'emploi contribuent de façon à peu près équivalente au ralentissement du pouvoir d'achat de la masse salariale : celui-ci augmente de 2,3 % après 3,8 % en 1990. L'ensemble des prélèvements sociaux et fiscaux à la charge des ménages (impôts et cotisations sociales, salariées et non salariées) ^{1/} accélère sensiblement (6,7 % en 1991 après 4,7 % en 1990 en pouvoir d'achat) en raison des augmentations de revenu de 1990 qui affectent l'assiette de l'impôt et d'une augmentation du taux de cotisation maladie à l'été. Les prestations sociales, en valeur comme en pouvoir d'achat, ralentissent de près d'un point par rapport à 1990, mais contribuent à soutenir la croissance en pouvoir d'achat du revenu dans son ensemble.



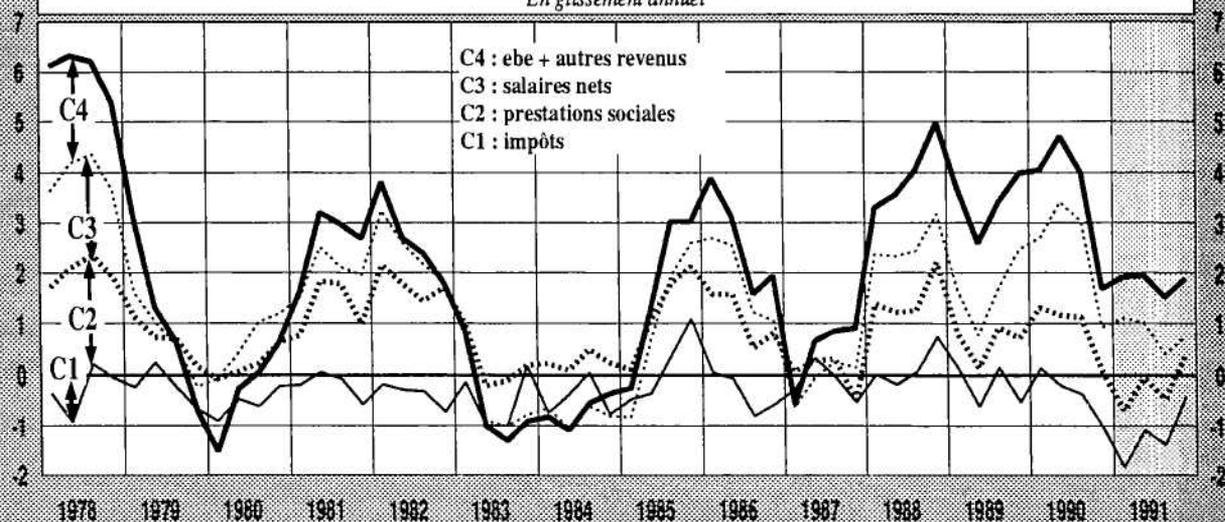
L'excédent brut d'exploitation des ménages croît au même rythme qu'en 1990, malgré la légère accélération du prix des loyers : l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles subit le ralentissement de l'activité dans les secteurs du commerce et des services. Les revenus de la propriété et de l'entreprise sont affectés par les moindres résultats des entreprises en 1990, ce qui entraîne une plus faible distribution de dividendes.

1/ En raison de la création de la contribution sociale généralisée cette année, et de sa classification en impôts selon la méthodologie de la comptabilité nationale, les évolutions des cotisations sociales à la charge des salariés et des impôts versés par les ménages doivent être considérés ensemble.

Le revenu des ménages

Contributions au pouvoir d'achat du revenu disponible

En glissement annuel



Source : Comptes trimestriels

Le ralentissement du pouvoir d'achat du revenu disponible est dû principalement à celui des salaires nets et à l'accélération des impôts.

Pouvoir d'achat du revenu disponible

Taux de croissance en %

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	91.II	1989	1990	1991	1989	1990	1991
Salaires bruts (55)	1,1	3,5	1,4	0,9	1,0	0,4	4,6	2,3	1,5	3,1	3,8	2,3
Prestations sociales (34)	1,3	2,4	1,7	1,5	1,5	1,0	3,7	3,2	2,5	2,5	3,8	2,9
Excédent brut des ménages (26)	2,0	2,7	0,5	0,4	1,4	1,7	4,8	0,9	3,1	5,6	2,2	2,3
Revenu de la propriété et de l'entreprise et Assurance (5)	6,2	7,4	9,2	5,3	2,9	4,6	14,1	14,9	7,7	9,6	16,4	8,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-20)	7,5	-0,1	4,1	3,1	1,8	2,6	7,4	7,3	4,4	5,2	4,7	6,7
dont :												
cotisations des salariés (-9) 1/	5,7	2,9	2,2	2,0	-1,9	7,1	8,7	4,2	5,0	8,0	5,5	2,2
cotisations des non-salariés (-2) 1/	4,6	1,8	3,5	0,3	-1,6	4,1	6,5	3,9	2,4	5,5	3,8	0,9
Impôt sur le revenu + CSG (-9) 1/	10,3	-3,7	6,3	5,0	6,4	-1,9	6,2	11,6	4,4	2,3	4,2	13,1
REVENU DISPONIBLE BRUT (100)	0,3	3,7	1,0	0,7	1,2	0,7	4,0	1,7	1,9	3,4	3,6	1,8
Déflateur : prix de la consommation des ménages (base 100 1980)	2,0	1,3	1,3	1,8	1,3	1,5	3,3	3,1	2,9	3,4	2,9	3,0

NB : les données entre parenthèses donne la part du poste en 1990

1/ La création de la cotisation sociale généralisée (classée en impôts selon la méthodologie des Comptes Nationaux) a un impact sur l'évolution des salaires nets, des cotisations des salariés, et des non-salariés et de l'impôt sur le revenu en 1991.

La consommation des ménages

Peu dynamique au second semestre de 1990, la consommation des ménages retrouverait un rythme de croissance un peu plus soutenu dans le courant de l'année 1991. La progression du pouvoir d'achat serait plus faible, en moyenne annuelle, qu'en 1990, et le taux d'épargne se stabiliserait.

Les déterminants usuels de la consommation des ménages connaissent des évolutions différentes en 1991. D'une part la croissance du pouvoir d'achat des ménages s'est infléchie depuis le second semestre de 1990. Son rythme de hausse en glissement annuel a été en 1990 et serait en 1991 sensiblement moindre (environ 1,8 %) qu'au cours des deux années précédentes (4 %). D'autre part le glissement annuel de l'inflation se maintiendrait autour de 3 %.

Après un ajustement quasiment immédiat à la décélération du pouvoir d'achat du second semestre de 1990, la consommation retrouverait en conséquence sur la seconde partie de 1991 une évolution plus conforme aux arbitrages consommation-épargne observés dans le passé ; une fois dissipée l'emprise défavorable de la crise du Golfe sur les anticipations, son rythme de croissance serait ainsi un peu plus soutenu sur la fin de 1991 que sur les deux semestres précédents, passant de 0,7 % à 1,2 % au second semestre de 1991. En moyenne annuelle, la croissance de la consommation fléchirait notablement (1,8 %), comme le pouvoir d'achat (1,9 %), davantage que ne l'auraient laissé attendre les comportements habituels des ménages. Les perspectives économiques, en particulier l'aggravation de la situation de l'emploi, ainsi que les possibilités plus restreintes de crédits incitent les ménages à la prudence. Globalement, le taux d'épargne resterait stable en 1991 à 12,0 %, les anticipations d'inflation de la part des ménages revenant à leur niveau du début de 1990 (enquête de conjoncture auprès des ménages de mai 1991).

La consommation et ses déterminants												
	accroissement en %											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	91.II	1989	1990	1991	1989	1990	1991
- Pouvoir d'achat	0,3	3,7	1,0	0,7	1,2	0,7	4,0	1,7	1,9	3,4	3,3	1,8
- Prix à la consommation 1/	2,0	1,3	1,3	1,8	1,3	1,5	3,3	3,1	2,8	3,4	3,0	3,0
- Consommation simulée 2/	1,2	2,0	1,3	1,8	1,3	1,2	3,2	3,1	2,5	3,0	3,4	2,7
dont: - contribution du revenu	1,3	1,5	1,2	1,7	1,2	1,2	2,8	2,9	2,4	2,7	3,0	2,6
- contribution des prix	-0,1	0,5	0,1	0,1	0,1	0,0	0,4	0,2	0,1	0,3	0,4	0,1
- Consommation observée et prévue	0,9	1,9	2,0	0,7	0,7	1,2	2,8	2,7	1,9	3,2	3,1	1,8
- Résidu	-0,3	-0,1	0,7	-1,1	0,6	0,0	-0,4	-0,4	-0,6	0,2	-0,3	-0,9

1/ en Francs 1980

2/ Sur les modalités de cette simulation dynamique, voir l'encadré pages 74-75 de la note de février 1989

La consommation des ménages

La consommation de biens manufacturés, composante sensible à l'environnement économique, revient à une croissance modérée, de l'ordre de 0,4 % par trimestre à partir de l'été 1991 après la stagnation, puis le recul observés courant 1990 - début 1991. La remontée des intentions de commandes des commerçants qui apparaît dans l'enquête de conjoncture d'avril et l'aspect cyclique des achats d'automobiles confortent l'idée d'une amélioration de la consommation dans son ensemble au second semestre de 1991.

La consommation de biens durables semble avoir atteint un point bas en début d'année mais ne devrait pas enregistrer de nette reprise à court terme. Cette faible hausse de la consommation de biens durables, particulièrement sensible aux anticipations de revenus futurs, est la conséquence des incertitudes des agents sur leurs perspectives d'emploi (enquête de conjoncture auprès des ménages) ainsi que de la faible hausse de leurs revenus personnels ^{1/}.

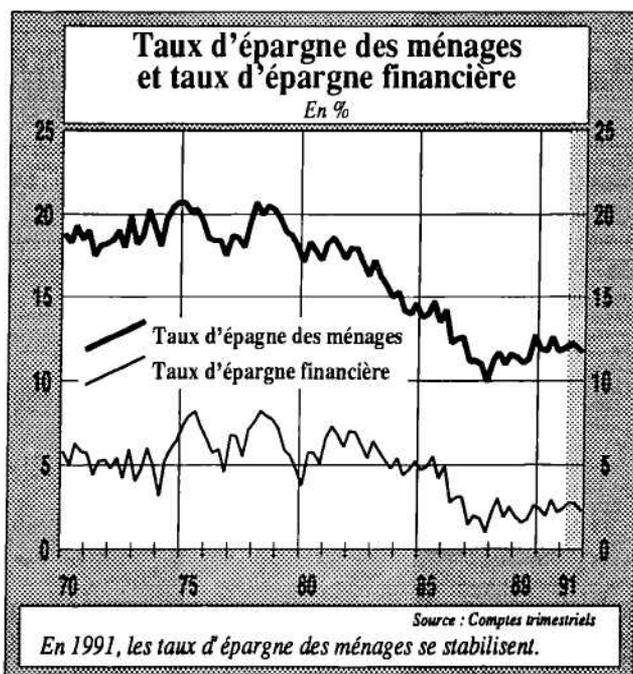
Sur le gros équipement du logement (RTV-Hifi, électro-ménager, ameublement), la consommation reculerait en glissement sur 1991 de - 1,5 % après une croissance de 4,2 % en 1990 et de 6,9 % en 1989. Cette évolution s'explique en grande partie par l'évolution du revenu et du chômage, mais aussi par l'arrêt en 1991 de la baisse des prix relatifs observée ces dernières années et par une innovation moindre. Entre le deuxième trimestre 1990 et le premier trimestre 1991, les achats de véhicules ont chuté de 10 % en glissement. Depuis le début de l'année, les immatriculations se sont stabilisées. Les anticipations dégradées des ménages concernant leurs revenus et une accélération des prix ne conduiraient pas à un relèvement notable des ventes d'automobiles avant la fin de l'année. En moyenne, les achats d'automobiles se situeraient en recul d'environ 6 % par rapport à ceux de 1990.

1/ voir thème de la note de conjoncture de février 1991

Consommation (y compris non marchande) totale et principales composantes												
taux de croissance en %												
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	91.II	1989	1990	1991	1989	1990	1991
Consommation totale	0,9	1,9	2,0	0,7	0,7	1,2	2,8	2,7	1,9	3,2	3,1	1,8
- Alimentation (21 %)	1,2	0,3	1,6	0,6	1,1	0,3	1,6	2,2	1,4	1,9	1,9	1,9
- Energie (9 %)	-1,5	1,4	0,8	-0,9	1,5	1,2	-0,2	-0,1	2,8	0,4	0,9	2,5
- Services (39 %)	1,4	1,8	2,4	1,8	1,4	1,9	3,2	4,2	3,4	3,5	4,1	3,1
- Manufacturés (31 %)	0,6	3,2	2,1	-0,1	-0,8	0,8	3,8	2,0	0,0	4,5	3,4	-0,3
dont : Durables (10 %)	-2,5	6,3	2,7	-3,4	-2,5	0,5	3,7	-0,8	-2,0	5,2	3,5	-3,5
Textile-cuir (7 %)	0,6	1,3	-0,2	0,9	-1,8	0,5	2,0	0,7	-1,3	0,5	1,4	-1,5
Autres (14 %)	2,8	2,0	2,8	1,7	0,8	1,1	4,9	4,5	1,9	6,0	4,2	2,5

NB : les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1989

La consommation des ménages



Taux d'épargne												%	
	Niveaux semestriels						Niveaux annuels						
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	91.II	1989	1990	1991				
	Taux d'épargne	11,2	12,0	11,8	12,2	12,1	12,0	11,6	12,0	12,0			
Taux d'épargne financière	1,7	2,2	2,2	2,6	2,6	2,6	2,0	2,4	2,6				

La consommation des ménages

La consommation de biens semi-durables (dont le textile-cuir représente près de 50 %) serait en léger retrait en 1991. Son profil d'évolution serait caractérisé par un recul au deuxième trimestre dû à la mauvaise tenue de l'habillement en raison des conditions climatiques assez fraîches du printemps. Pour ce secteur, le rythme de croissance de 1990 ne se maintiendrait pas du fait de l'évolution du revenu et d'une légère accélération des prix (3,6 % en glissement après 3,2 % en 1990).

La consommation de biens non durables qui comprend essentiellement l'alimentaire, l'énergie et la pharmacie, devrait conserver en 1991 un rythme de progression assez soutenu de 2,5 % en glissement comme en moyenne annuelle. En effet, l'évolution de la consommation de ce type de bien est plus sensible aux fluctuations passées du revenu des agents ; cela explique qu'une fois opéré l'ajustement à une moindre croissance du revenu, la consommation progresse à nouveau, mais à un rythme moindre qu'en 1989.

Les achats alimentaires, assez inertes, resteraient sur un rythme de croissance proche de 2 %, après un premier trimestre 1991 élevé. Cette année, les ménages bénéficieraient d'un ralentissement sensible des prix de l'alimentation générale et du maintien d'une croissance modérée des prix des viandes-volailles. En revanche, une hausse programmée de 15 % du prix du tabac au quatrième trimestre entraînerait un recul de la consommation de 1,2 % en 1991 après une progression de 3 % en 1990 (en glissement).

La consommation d'énergie domestique, influencée par des conditions climatiques normales après trois années relativement clémentes, accélérerait en 1991 avec un rythme de croissance de 3,7 % en moyenne annuelle après 1,4 % en 1990. Le retour du prix des carburants à leur niveau d'avant la crise devrait permettre une reprise de la consommation.

Les diverses mesures prises en faveur de la limitation des dépenses médicales (campagnes publicitaires, contraintes plus sévères à l'éligibilité des médicaments et des actes au remboursement) contribueraient à modérer les dépenses de pharmacie et celles liées aux services de santé.

Affectée par les événements du Golfe début 1991, la consommation de services marchands hors logement, BTP et santé a légèrement baissé au premier trimestre et ne retrouverait ensuite qu'un rythme de croissance modéré conduisant à une progression en glissement de l'ordre de 1,5 % en 1991 contre 4 % en 1990.

Sur le début de l'année, la baisse des déplacements touristiques et domestiques a pesé sur la consommation de transports et celle de culture-loisirs. Ainsi, la désaffection des voyageurs a entraîné une chute des transports de 5 % au premier trimestre 1991 et de 14 % sur le seul transport aérien. De même, la fréquentation des hôtels-café-restaurants et celle des salles de spectacle (cinéma-théâtre) a diminué sensiblement sur cette période. Le tourisme ayant baissé à la fois en importation et en exportation, son solde n'a pas présenté de mouvement à la baisse très marqué. Sur l'ensemble de l'année, il devrait être comparable à l'an passé.

Au total, l'ensemble de la consommation de services nationaux (ensemble des services marchands et non marchands) devrait connaître un rythme d'évolution en glissement de 3,3 % en 1991 contre 4,2 % en 1990, ce qui traduit un net fléchissement, reflet du ralentissement de la consommation globale.

Les échanges extérieurs de produits manufacturés

Des pertes de termes de l'échange et des gains de compétitivité-prix.

La remontée du dollar et du yen au début de l'année 1991 par rapport aux monnaies du SME, associée à une parité franc-mark stable, pèse sur les termes de l'échange. Les prix des importations augmentent au premier semestre, malgré l'effet de la baisse du prix du pétrole sur certains biens intermédiaires. Sous l'hypothèse du maintien du niveau actuel des parités (avec un dollar à 5,80 F) jusqu'à la fin de 1991, les prix d'importation seraient quasi stables en moyenne annuelle (- 0,2 %), en raison essentiellement du bas niveau atteint à la fin de 1990.

Le ralentissement du commerce mondial a tendance à orienter à la baisse les prix des exportations. En l'absence de tout autre facteur, l'appréciation du dollar et du yen tend à accroître les marges à l'exportation exprimées en francs. Dans ces conditions, la baisse des prix à l'exportation en francs n'entraîne pas nécessairement un resserrement des marges. La baisse de 0,6 % des prix d'exportation en moyenne annuelle prévue pour 1991 favorise la compétitivité-prix, dans la mesure où les partenaires européens de la France ne prévoient quasiment pas de baisse de leurs prix d'exportations.

Compétitivité prix									
(taux de croissance en %, base 100 1980)									
	Glissements semestriels						Moyennes annuelles		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I*	91.II*	1989	1990	1991*
Exportations									
Prix d'exportation	2,8	-2,1	-0,7	-0,5	-0,4	0,2	4,2	-2,0	-0,6
Prix des concurrents 1/	3,2	-3,2	-3,7	-0,8	2,0	0,0	5,4	-5,7	0,8
Compétitivité 2/	0,4	-1,1	-3,0	-0,3	2,4	-0,2	1,2	-3,7	1,4
Importations									
Prix de production	2,4	0,2	0,7	1,3	0,9	1,2	3,9	1,5	2,2
Prix d'importation	2,8	-0,6	-2,4	-1,4	1,2	0,5	5,3	-2,8	-0,2
Compétitivité 3/	0,4	-0,8	-3,1	-2,7	0,3	-0,7	1,4	-4,3	-2,5
Termes de l'échange 4/	0,0	-1,5	1,7	0,9	-1,6	-0,3	-1,1	0,8	-0,5

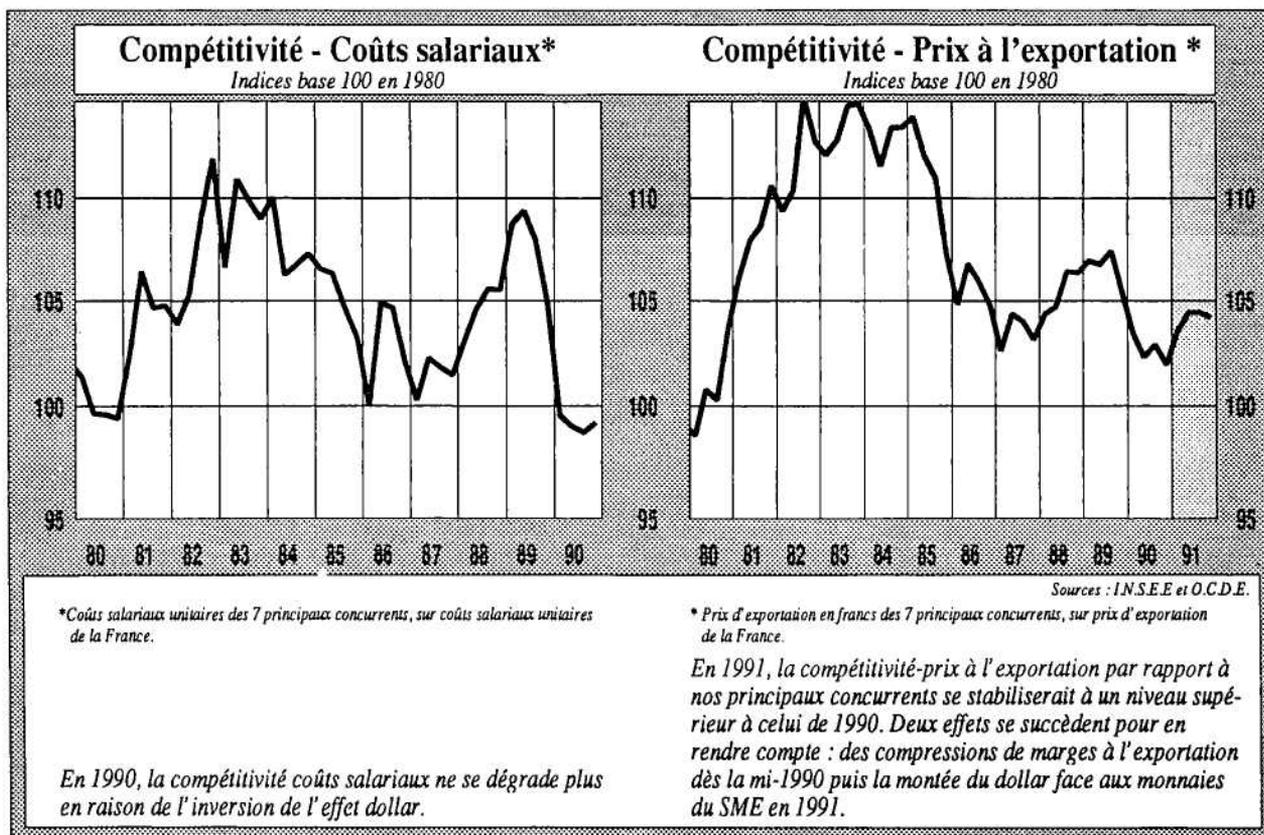
Source : INSEE

* : prévision
 1/ Prix d'exportation en francs des 7 principaux concurrents (estimations pour le prix des Etats-Unis à partir du second semestre 1989).
 2/ Prix des concurrents sur prix d'exportation de la France.
 3/ Prix d'importation sur prix de production.
 4/ Prix d'exportation sur prix d'importation.

Les échanges extérieurs de produits manufacturés

En 1991, les pertes de parts de marché des exportations pourraient être similaires à celles de 1990, compte tenu des hypothèses actuelles retenues pour l'estimation de la demande mondiale. Elles sont acquises au premier semestre en raison de la baisse du dollar à la fin 1990.

L'effet retardé (6 à 12 mois) d'une compétitivité-prix plus favorable observée au début de 1991 permet aux exportateurs français de profiter au cours de la seconde moitié de l'année de la légère accélération de la demande mondiale.



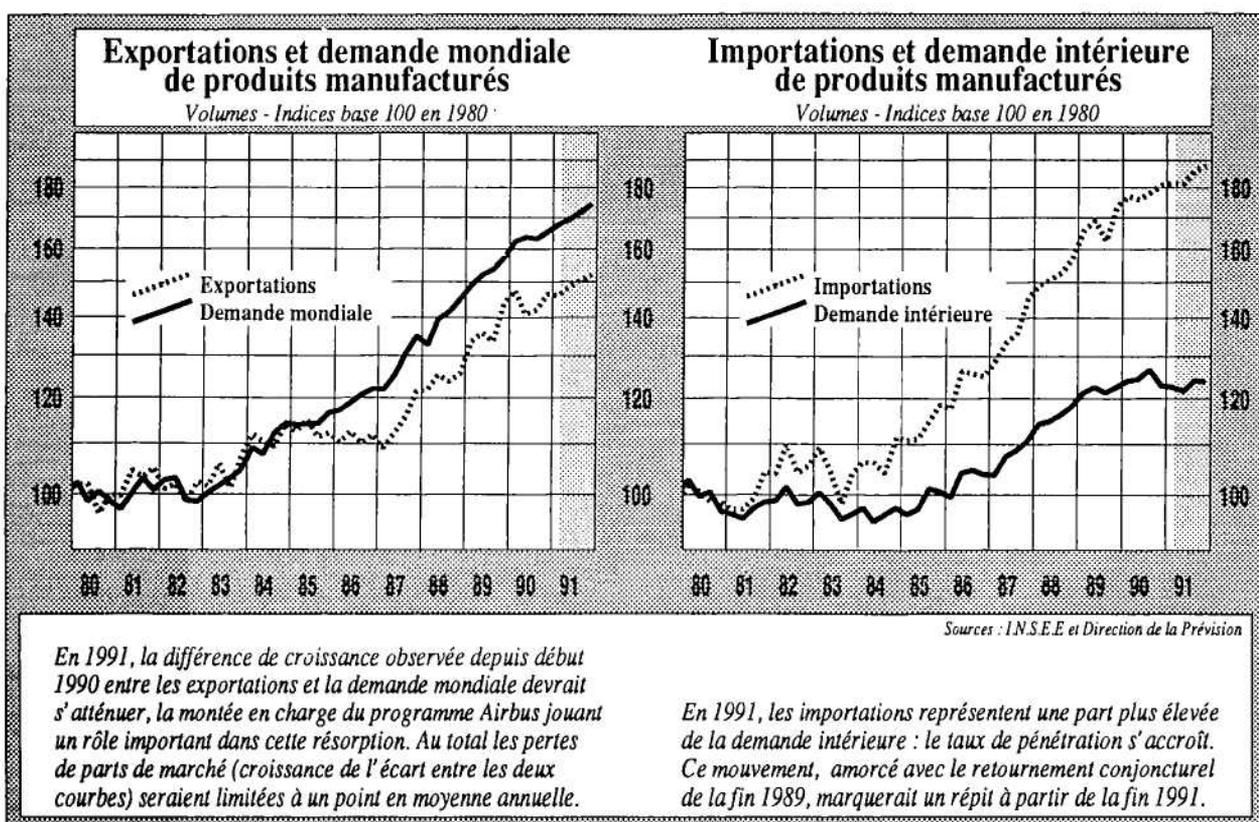
Les échanges extérieurs de produits manufacturés

D'un point de vue sectoriel, la croissance des livraisons d'Airbus contribue pour près d'un point et demi à celle des exportations françaises au premier semestre de 1991 par rapport au second semestre de 1990 ; les exportations d'automobiles, stimulées par la demande allemande, continueraient à être bien orientées en 1991. La légère reprise d'activité en Europe hors Allemagne permettrait d'accroître au second semestre les exportations de produits d'autres secteurs, en particulier de biens intermédiaires. En revanche, les exportations de matériel militaire se maintiendraient à un niveau inférieur à celui de 1990.

Modération des importations.

Sous l'effet du ralentissement de la demande intérieure, la croissance des importations continue à fléchir au cours du premier semestre de 1991, puis repart dans la seconde partie de l'année avec la reprise de la demande intérieure. Le taux de pénétration du marché intérieur, déjà élevé au début de 1991, augmente tout au long de l'année sous l'effet de deux facteurs : l'investissement restant à un niveau élevé, à la différence des précédents ralentissements, induit une croissance encore vive des importations de biens d'équipement ^{1/} ; les anticipations de reprise de la production au second semestre de 1991 favorisent par ailleurs l'importation de biens intermédiaires.

1/ La part croissante du matériel électrique, des machines de bureau et du matériel de précision dans ces importations peut laisser supposer une évolution dans la répartition sectorielle des investissements ainsi qu'une modification dans leur destination.



Les échanges extérieurs de produits manufacturés

Imports et taux de pénétration de produits manufacturés											Volume Evolution en %		
	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles			
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I*	91.II*	1989	1990	1991	1989	1990	1991*	
	Imports	7,9	0,5	5,1	1,7	1,0	2,9	10,4	4,3	3,7	9,9	6,3	3,4
Demande intérieure	3,8	0,1	1,8	0,5	-2,0	1,4	3,7	0,2	0,7	5,2	2,1	-1,1	
Taux de pénétration (niveau moyen en %)	35,5	35,6	36,8	37,2	38,4	39,0				35,5	37,0	38,7	
* Préviation											Source : INSEE		

Exports et demande mondiale de produits manufacturés											Volume Evolution en %		
	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles			
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I*	91.II*	1989	1990	1991*	1989	1990	1991*	
	Exports	8,0	2,9	4,0	0,1	2,0	2,8	14,4	2,1	3,8	10,1	5,6	3,5
Demande mondiale	4,9	3,3	4,7	1,2	2,6	2,8	8,3	5,1	5,3	9,4	6,7	4,7	
Parts de marché 1/	3,1	-0,4	-0,7	-1,1	-0,6	0,0				0,7	-1,1	-1,2	
* Prévvisions 1/ Calculées comme le rapport des exports à la demande mondiale											Source : INSEE, Direction de la Préviation		

Un taux de couverture en volume stable par rapport à 1990.

En 1991, le taux de couverture en volume des échanges de produits manufacturés est stable par rapport à 1990. En effet, les exports et les imports croissent au même rythme en moyenne annuelle.

Au premier semestre, le décalage de croissance de demande entre la France et l'Allemagne et la montée en régime des livraisons d'AIRBUS 1/ compensent en partie les effets défavorables de la baisse du dollar de la fin de 1990 en ce qui concerne les exports. Parallèlement, la croissance des imports décélère au premier semestre, ce qui conduit à une amélioration du taux de couverture en volume. Au second semestre, deux facteurs se conjugueraient pour accélérer la croissance des exports : la reprise de la demande aux Etats-Unis et dans certains pays européens viendrait relayer la demande allemande et les effets des gains de compétitivité-prix du début de 1991 commenceraient à se répercuter favorablement sur les volumes, alors que la demande intérieure un peu plus dynamique replacerait les imports sur un rythme de croissance plus élevé. Au total, le taux de couverture se dégraderait au second semestre.

1/ dont la contribution à la croissance des exports au premier semestre est d'un point et demi.

Les soldes extérieurs

Le déficit douanier des échanges de marchandises (Fab-Fab) atteindrait environ 55 Mds de F en 1991, soit une légère détérioration par rapport à 1990. En effet, la réduction de la facture énergétique est insuffisante pour compenser la dégradation des échanges de produits manufacturés et l'érosion de l'excédent agro-alimentaire.

En 1991, le solde des échanges de produits manufacturés se dégrade légèrement.

Les volumes de produits manufacturés exportés s'accroissent en moyenne annuelle au même rythme que les volumes importés, en ralentissement toutefois par rapport à 1990. Mais des pertes de termes de l'échange (- 0,5 % en moyenne annuelle) entraînent, compte tenu de l'effet de base 1/, une dégradation du solde en valeur d'environ 8 Mds de F. Les pertes de termes de l'échange jouent plus fortement au premier semestre, tandis qu'au second, c'est la remontée sensible des importations en volume qui influence défavorablement l'évolution du solde.

D'un point de vue sectoriel, la forte demande allemande en véhicules automobiles entraîne la poursuite de l'amélioration du solde de ce secteur, au moins au premier semestre. La montée en régime des livraisons d'Airbus améliore le solde des biens d'équipement professionnel mais le recul des exportations de matériel militaire et le niveau élevé de l'investissement qui pèse sur les importations en atténuent sensiblement l'effet en début d'année. La progression en valeur sur cette période des importations de biens d'investissement résulte de deux facteurs : l'augmentation des volumes importés en provenance des Etats-Unis et les pertes de termes de l'échange avec la zone dollar. Au second semestre, le solde des biens d'équipement professionnel se dégraderait en raison de la stabilisation des livraisons d'Airbus et du raffermissement de la demande de biens d'investissement.

1/ A taux de couverture inchangé, une augmentation des flux (importations et exportations) dégrade le solde lorsqu'il est négatif.

Solde commercial douanier 1/									
niveaux en Milliards de Francs									
	semestriels (CVS-CJO)						annuels (brut)		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I*	91.II*	1989	1990	1991*
Agriculture/IAA	25,5	23,0	29,6	21,8	23	25	48,2	51,2	47
Energie	-40,8	-42,4	-43,6	-50,9	-43	-41	-82,3	-94,1	-84
Manufacturés 2/	-24,6	-27,7	-22,6	-30,1	-28	-35	-51,5	-54,0	-62
TOTAL CAF/FAB	-39,9	-47,1	-36,6	-59,2	-48	-51	-85,6	-96,9	-99
TOTAL FAB/FAB 3/	-18,8	-25,9	-18,9	-30,7	-24	-30	-43,9	-49,5	-53

* prévision
 1/ En raison d'une différence de traitement des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables, les mouvements infra-annuels des soldes retracés par les comptes trimestriels peuvent diverger de ceux présentés par les chiffres douaniers.
 2/ y compris divers et matériel militaire
 3/ Le taux de passage des importations CAF à FAB est de 0,963 en 1990 et de 0,96 en 1991.

Une moindre performance de l'excédent agro-alimentaire ...

La dégradation de l'excédent agro-alimentaire amorcée au second semestre 1990 s'est confirmée en début d'année. Elle tient à l'augmentation des importations de produits des industries agro-alimentaires.

L'excédent s'améliorerait dès le deuxième trimestre compte tenu d'un contexte devenu plus favorable dans le secteur céréalier. Des contrats importants hors CE pour le blé et l'orge (notamment vers l'URSS) se négocient au deuxième trimestre à des cours moins déprimés que ceux qui prévalaient en début d'année, mais encore très inférieurs à ceux du premier semestre 1990 (- 30 %). De plus, les livraisons de blé vers la CE s'accroîtraient jusqu'au mois de septembre en raison d'une meilleure compétitivité en termes de délai et de qualité par rapport aux blés britanniques. Les bonnes récoltes de blé dur et le relèvement des cours du maïs consolident également cette amélioration du solde céréalier, qui représente plus des 2/3 de notre solde agro-alimentaire.

... mais un allègement de la facture énergétique.

En moyenne en 1991, le coût du pétrole importé serait inférieur de 10 % à celui de 1990 ce qui allègerait dans les mêmes proportions la facture pétrolière. L'augmentation de la consommation d'énergie au premier semestre s'effectue au profit du gaz et de l'électricité ; la progression de la production d'électricité, notamment nucléaire, permet de répondre à la demande intérieure tout en maintenant un bon niveau d'exportation. Cet effet favorable pour le solde énergétique est cependant neutralisé par l'augmentation des importations de gaz. Au total, la facture énergétique s'établirait en 1991 aux environs de 85 Mds de F contre 94,1 Mds de F en 1990.

L'excédent des services pourrait se réduire en 1991.

Au premier trimestre 1991, le solde brut des transactions courantes est de - 20 Mds de F, soit la moitié de celui de l'ensemble de l'année 1990. Le déficit du commerce extérieur de marchandises, de 24 Mds de F, contribue lourdement à cette dégradation.

Sur l'ensemble de l'année 1991, le solde des transactions courantes se dégraderait moins fortement que l'an passé. Le déficit des marchandises s'alourdirait légèrement par rapport à 1990, de moins de 10 Mds de F. Pour sa part l'excédent des services pourrait se réduire en 1991, la bonne tenue du tourisme et l'orientation bénéfique des grands travaux ne compensant pas les effets défavorables des transports aériens.

Au premier trimestre 1991, l'excédent des services (4 Mds de F) se réduit de moitié par rapport au premier trimestre 1990. Ce repli est dû en grande part à la décroissance du solde des services divers liée à des opérations bancaires spécifiques au premier trimestre. Les services liés au commerce extérieur sont déficitaires de 2,1 Mds de F au premier trimestre 1991, contre 1 Milliard au premier trimestre 1990. La baisse d'activité dans les transports aériens devrait continuer à peser sur ce poste pour l'ensemble de l'année. Les revenus du capital présentent un bilan un peu moins

Les soldes extérieurs

lourd qu'au début 1990, suite à des opérations conjoncturelles, mais leur déficit du premier trimestre pourrait s'aggraver en cours d'année, les investissements en portefeuille des non-résidents ayant crû fortement les trois premiers trimestres de 1990.

Le tourisme est excédentaire de 7,4 Mds de F début 1991, solde comparable à celui du premier trimestre 1990, ce qui peut être considéré comme un bon résultat, en période de tensions politiques, et laisse présager un solde sur l'ensemble de l'année proche de celui de 1990. Nos échanges avec la CE et notamment l'Allemagne soutiennent le solde touristique, tandis que nos recettes en dollars diminuent de moitié.

Le solde des transferts unilatéraux est moins négatif qu'au premier trimestre 1990 en partie grâce aux aides reçues pour le financement de la guerre du Golfe.

Balance des transactions courantes : soldes bruts									
en Mds de F									
	Niveaux trimestriels 2/					Niveaux annuels 3/			
	90.1	90.2	90.3	90.4	91.1	1988	1989	1990	
Marchandises FAB-FAB 1/	-15,9	-18,2	-23,1	-17,3	-24,0	-50,4	-64,7	-74,5	
Services	7,4	11,6	8,6	7,0	3,7	27,5	48,7	34,6	
dont :									
- liés au commerce extérieur	-1,0	-1,4	-1,9	-0,6	-2,1	0,5	-4,3	-4,9	
- échanges de technologie	5,2	3,5	2,9	4,3	4,3	13,0	14,0	15,9	
- revenus	-3,0	-2,9	-3,3	-4,4	-2,2	-1,9	0,0	-13,6	
- voyages	7,6	13,4	12,7	8,6	7,4	24,2	39,6	42,3	
Autres biens et services	11,0	11,0	10,0	10,8	11,0	36,5	40,9	42,8	
Transferts unilatéraux	-11,1	-12,7	-7,3	-11,8	-10,6	-40,6	-48,0	-42,9	
Transactions courantes	-8,6	-8,4	-11,8	-11,2	-20,0	-27,0	-23,0	-40,0	

1/ Ce concept diffère du solde douanier, car il intègre les échanges réalisés par les DOM-TOM et ne prend pas en compte les échanges sans paiement et sans transfert de propriété. Ce poste comprend le négoce international.

2/ Chiffres semi définitifs pour les 1er, 2ème, 3ème trimestres 1990.
provisoires pour octobre, novembre, décembre 1990, janvier, février, mars 1991.

3/ Estimation INSEE pour 1988, 1989, tenant compte des changements méthodologiques.

Annexes

Révisions des prévisions

Révisions des prévisions					
Evolutions en % ou unités indiquées					
	Second semestre 1990		Premier semestre 1991		Mi-90 à mi-91 variations des estimations 1/
	Déc. 1990	Juil. 1991	Déc. 1990	Juil. 1991	
Dollar : cours en francs (MS)	5,2	5,2	5,0	5,5	-
Pétrole : prix du baril importé en \$ (MS)	27,3	28,2	30,0	17,0	-
Demande mondiale adressée à la France (GSt)	2,4	2,5	3,0	2,4	-0,5
Biens et services marchands					
PIB	1,7	0,8	0,8	0,5	-1,2
Importations	3,7	3,7	1,3	-1,1	-2,4
Consommation des ménages	0,5	0,6	1,3	0,6	-0,7
FBCF totale	3,1	0,1	0,6	0,3	-3,3
<i>dont : SQS-EI</i>	3,7	0,4	0,8	-0,8	-4,8
Exportations	4,2	5,1	2,9	0,2	-1,8
Variations stocks (Mds F80)	13,2	16,1	2,8	10,8	-10,9
Variations de variations de stocks (Mds F80)	(+ 10,6)	(+ 8,0)	(- 10,4)	(- 5,3)	+ 2,5
Demande intérieure totale	1,6	0,5	0,3	0,1	-1,3
Produits manufacturés					
Production	1,6	-0,8	-0,9	-0,8	-2,5
Importations	4,9	2,8	1,5	0,4	-3,2
Consommation	0,1	-0,1	1,1	-0,7	-2,0
<i>dont : consommation biens durables</i>	-2,1	-3,4	0,6	-2,5	-4,4
FBCF	4,0	0,0	0,2	-1,8	-6,0
Exportations	3,9	4,1	3,2	1,2	-1,8
Variations de stocks (Mds F80)	15,7	7,1	1,0	0,7	-8,9
Variations de variations de stocks (Mds F80)	(+ 12,9)	(+ 4,8)	(- 14,7)	(- 6,4)	0,2
Demande intérieure	2,3	0,8	0,0	-0,3	-1,8
Coûts d'exploitation unitaires (produits manufacturés)	2,4	1,8	1,9	1,0	-1,5
Prix de production (produits manufacturés)	2,2	1,3	1,5	0,9	-1,5
Prix de détail produits manuf. du secteur privé (GSm)	0,7	0,7	1,5	1,7	0,2
Prix de détail (GSm)	1,9	1,7	1,9	1,5	-0,6
Prix de détail hors énergie (GSm)	1,3	1,2	1,9	1,8	-0,2
Taux de salaire horaire ouvrier (GSt)	2,0	2,4	2,5	2,1	0,0
Emplois salariés SMNA	0,5	0,7	0,1	0,0	0,1
Pouvoir d'achat du RDB	1,4	0,8	1,0	1,2	-0,4
Taux d'épargne (fin de semestre)	13,5	12,2	13,4	12,0	-
Variations du taux d'épargne (points)	(+ 0,8)	(+ 0,4)	(- 0,1)	(- 0,2)	-0,5
Soldes CVS (Mds F)					
Agro-alimentaire CAF-FAB	21	21,8	22	23	1,8
Energie CAF-FAB	-51	-50,9	-53	-43	10
Manufacturés CAF-FAB	-34	-30,1	-30	-28	6
Ensemble FAB-FAB	-42	-30,7	-32	-24	19,3

Les chiffres entre parenthèses ne figurent pas explicitement dans les notes.

1/ Juillet - décembre, en points ou en unités indiquées

Révisions des prévisions

On trouvera ci-contre les principaux chiffres publiés dans la note de décembre 1990 et dans la présente note : ceux relatifs au second semestre de 1990, qui est maintenant connu, et ceux relatifs au premier semestre de 1991, qui ne l'est encore que très incomplètement. Ces chiffres sont des glissements semestriels-trimestriels, sauf mention contraire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les glissements sont beaucoup plus sensibles que les moyennes aux aléas et écarts de prévision.

Dans ce tableau de révisions, la comparaison de la première et de la deuxième colonne indique l'erreur de prévision commise en décembre 1990 sur le second semestre de 1990, tandis que la comparaison entre la troisième et la quatrième colonne permet de suivre les modifications des prévisions relatives au premier semestre de 1991 entre les notes de décembre 1990 et de juillet 1991.

Dans une cinquième colonne, figure également, pour la période d'un an s'étendant de la mi-1990 à la mi-1991, la différence entre les chiffres de la note de juillet (somme des colonnes 2 et 4) et ceux de la note de décembre (somme des colonnes 1 et 3). Cette dernière colonne traduit ainsi la vision qu'on se fait maintenant de cette période mi-1990-mi-1991 relativement à celle qu'on s'en faisait il y a six mois.

La prévision de décembre surestimait la croissance du second semestre de 1990. La FBCF totale et la production manufacturière ont ainsi été revues fortement à la baisse. Les grandeurs nominales, glissements des prix de détail, soldes extérieurs, taux de salaire horaire ouvrier, se sont révélées correctement prévues.

La prévision de croissance du PIB marchand pour le premier semestre de 1991 faite dans cette note est relativement proche de celle faite en décembre 1990. En fait, les révisions à la baisse de la consommation des ménages, de la FBCF totale et des exportations ont compensé celle en hausse des variations de stocks, dûe à une forte production non écoulee de produits agro-alimentaires.

Les prévisions sur le premier semestre des glissements annuels des prix de détail, de l'emploi et du pouvoir d'achat du RDB n'ont été que très peu modifiées. En revanche, le prix du baril importé en dollar a été sensiblement revu à la baisse en raison d'une offre relativement abondante et d'une demande mondiale en diminution.